

Nous croyons que les industries canadiennes des télécommunications et de l'informatique seront dominées par des intérêts étrangers ou paralysées par les importations si l'on ne fait rien.

Si certains indices nous permettaient de croire que le gouvernement s'est engagé à aider cette industrie à se développer, on pourrait peut-être comprendre que l'on fasse des emprunts plus considérables pour honorer cet engagement. Cependant, lors de la conférence fédérale-provinciale sur l'industrie des communications qui a eu lieu la semaine dernière, rien ne laissait supposer qu'il ait pris un tel engagement. De même, on nous a dit, avant les élections et dans le discours du trône, que le gouvernement avait l'intention d'intensifier les travaux de recherche et de développement—nous en avons encore entendu parler aujourd'hui dans une réponse à une question—mais nous n'avons pas encore vu des mesures concrètes dans ce domaine.

Comme les députés le savent, le Canada affecte actuellement à la recherche et au développement 0.9 p. 100 de son produit national brut. Les États-Unis dépensent 2.3 p. 100. L'Allemagne de l'Ouest dépense 2.2 p. 100. Les conséquences se traduisent, bien sûr, par un manque de productivité. Aujourd'hui le niveau de productivité du Canada dans le secteur manufacturier est inférieur d'environ 20 p. 100 à celui des États-Unis. Bien sûr, cela est en partie dû au fait que le Canada produit sur une moins grande échelle, mais comme tout le monde le sait, c'est la supériorité technologique qui constitue aujourd'hui le facteur de productivité le plus important, et c'est ce qui nous manque.

Je rappelle aux députés que cela nous coûte doublement cher. Premièrement, les sociétés canadiennes sont moins compétitives qu'elles ne pourraient l'être. Elle ne peuvent donc pas développer aussi rapidement qu'elle le devraient et, par conséquent, ne peuvent employer en aussi grand nombre qu'elles le pourraient les Canadiens qui viennent d'obtenir des diplômes universitaires dans certaines disciplines de pointe. Deuxièmement, nous augmentons notre déficit commercial au chapitre des produits manufacturés en élevant le niveau de nos importations à haute technologie.

J'ai déjà mentionné le secteur des télécommunications. Permettez-moi d'en donner un nouvel exemple, le secteur de l'ordinateur et de l'informatique, qui est on ne peut plus parlant. Le ministère fédéral des Communications estime que le Canada va acheter cette année pour 300 millions de dollars de services d'informatique. Cela équivaut à l'exportation de 7,000 emplois à haut niveau de compétence, et le chiffre serait plusieurs fois plus élevé si l'on comptait les travaux facturés par les sociétés mères étrangères à leurs filiales canadiennes. En l'absence de stratégie industrielle qui favorise le développement de l'informatique canadienne et qui empêche sa prise en main systématique par l'étranger, le déficit va probablement s'aggraver. Le ministère des Communications prévoit même que, d'ici 1984, nous allons exporter 23,500 emplois de ce secteur dynamique, et augmenter de un milliard et demi notre déficit commercial à ce chapitre.

S'il est une chose dont nous pourrions nous passer, c'est bien de celle-là, comme les députés le savent. Car même lorsque la balance commerciale est excédentaire, elle est toujours constituée pour l'essentiel par les matières premières. J'ai été pleinement d'accord avec l'exposé de politique de développement économique publié par le parti conservateur en 1975. Le parti conservateur disait alors:

### *Pouvoir d'emprunt*

Les Canadiens ne doivent pas considérer que notre balance commerciale est en équilibre ou en excédent tant que ce résultat ne sera pas obtenu compte non tenu des échanges de matières premières.

Au chapitre des produits finis nous avons en ce moment un déficit commercial de 11 milliards. Si notre balance globale est excédentaire, c'est parce que nous faisons exactement le contraire de ce que demandait cette politique. C'est-à-dire que nous nous reposons sur nos exportations de matières premières. Au chapitre des produits finis nous avons un déficit de 11 milliards. Il faut absolument que nous renversions cette position. Nous savons déjà que c'est tourner en rond que de chercher à y arriver en augmentant les investissements étrangers qu'on finance par des exportations de matière première. C'est courir après son ombre, et d'ailleurs dans le cas présent, plus on court plus l'ombre s'allonge.

En terminant, j'aimerais prier le gouvernement de rectifier sa tendance à s'en remettre aux vieilles politiques que les libéraux ont suivies pendant tant d'années. Je rappelle au gouvernement que nous ne faisons qu'augmenter la charge de notre dette étrangère en nous obligeant à pratiquer des taux d'intérêt élevés pour attirer les placements étrangers.

• (1620)

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je me suis demandé quel genre de discours j'écoutais en entendant le député de New Westminster-Coquitlam (M<sup>lle</sup> Jewett). J'ai cru que nous étions à étudier un bill visant à augmenter le pouvoir d'emprunt du gouvernement, inspiré du bill C-37 présenté plus tôt cette année mais non adopté et accordant en fait le pouvoir nécessaire d'emprunter pour des dépenses qui ont déjà été faites en grande partie. Pourtant, nous avons entendu une série de toutes sortes de propos décousus concernant la politique économique qui n'ont rien à voir avec ce bill.

**Une voix:** Voyons le vôtre!

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Je préférerais, si le critique financier du NDP n'est pas ici, que celui ou celle qui le remplace s'en tienne au bill. C'est un bill très limité et je ne penserais pas avoir à dire à un ancien recteur d'université que son discours était à côté du sujet et de ne pas essayer de lancer toutes sortes de boue et d'eau contre le mur en espérant qu'il en restera quelque chose.

**Mlle Jewett:** Présentez-nous des politiques positives.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** C'était de la mauvaise boue et il n'en est pas resté grand-chose.

**M. Hogan:** Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège au nom de mon parti pour demander qu'on ne nous salisse pas. Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) peut certes se rendre compte que, s'il y a des déficiences dans la position d'emprunt du gouvernement actuel, comme nous le faisons remarquer, c'est foncièrement à cause de ses politiques économiques. C'est ce qu'a voulu dire le député de New Westminster-Coquitlam (M<sup>lle</sup> Jewett) et elle a autant le droit que quiconque à la Chambre de se servir de cette occasion pour le faire.

**M. l'Orateur adjoint:** Je pense que le député reconnaîtra avec moi que le point qu'il a soulevé n'est certes pas une question de privilège, mais plutôt une divergence d'opinion.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais maintenant revenir au bill C-10. Le ministre des Finan-